

Burundi : l'ICG déplore l'impasse du dialogue de sortie de crise

@rib News, 20/06/2019 Source AFP Le groupe de réflexion International Crisis Group a déploré jeudi la situation dans laquelle se trouvent les discussions de sortie de la crise au Burundi, notamment en raison d'un manque de mobilisation des dirigeants est-africains, et mis en garde contre des violences lors des élections de 2020.

La Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), chargée de la médiation, n'était pas préparée à cette situation dans un rapport intitulé « A court d'options », décrivant cette organisation comme « avant tout une plateforme d'intégration économique » qui n'avait pas d'expérience ni d'expertise en matière de médiation. L'ICG a également identifié comme obstacles au dialogue des antagonismes politiques historiques et des rivalités économiques entre pays de la CAE, ainsi que de vives animosités personnelles entre leurs dirigeants. Depuis le début, les dirigeants de la région n'ont eu de cesse de considérer le Burundi comme un allié ou un obstacle dans leurs querelles et ont donc irrité (le président burundais) Nkurunziza en usant de leur influence pour le forcer à négocier avec ses opposants, a poursuivi la même source. Le facilitateur dans cette crise, l'ancien président tanzanien Benjamin Mkapa, est d'ailleurs retrouvé dans « l'incapacité » de réunir gouvernement et opposants autour de la même table. Le gouvernement a refusé « systématiquement de participer à la médiation de manière constructive ». Le Burundi est en crise depuis que le président Pierre Nkurunziza a annoncé en avril 2015 sa candidature à un troisième mandat. Il avait été élu en juillet de la même année. Les violences et la pression qui l'accompagnent la crise auraient fait au moins 1.200 morts et déplacé plus de 400.000 personnes entre avril 2015 et mai 2017, selon les estimations de la Cour pénale internationale, qui a ouvert une enquête. « Nkurunziza a aussi résisté aux différentes formes de pression externe sur le Burundi » critique publique intense, menace d'une mission militaire de l'UA (Union africaine), suspension d'aides financières vitales et sanctions contre des responsables politiques de premier plan », souligne l'ICG. Regrettant que la crise perdure au Burundi, l'ICG craint que si les élections de 2020 ont lieu dans ces circonstances, de nombreux Burundais risquent de les rejeter, ce qui pourrait se traduire par des manifestations potentiellement violentes et accroître le soutien aux groupes armés, comme en 2015. Le think tank appelle d'ailleurs le gouvernement à autoriser l'opposition en exil à rentrer au pays et faire campagne, les dirigeants de la région à faire usage de leur influence sur Pierre Nkurunziza, et la CAE, l'UA et les Nations unies à éviter « que la crise disparaisse de l'ordre du jour international ».

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});